

Photo by Eileen Pag, Unsplash

L'économie toujours (partiellement) confinée

Après un rebond marqué au 3^{ème} trimestre (lui-même succédant à un plongeon historique), le PIB de la zone euro a baissé de 0,7% au 4^{ème} trimestre, coupant l'élan de la reprise économique amorcée l'été dernier. Avec un recul de 6,8% en 2020, la récession aurait néanmoins été moins marquée qu'escompté dans les principales prévisions. Sur base des comptes trimestriels provisoires, si le PIB luxembourgeois connaissait la même évolution que la zone euro au 4^{ème} trimestre, la récession pour 2020 y serait de -1,6%.

Les vagues épidémiques successives arrivées au tournant de l'automne-hiver dernier continuent d'alimenter l'incertitude sur le scénario de la reprise économique, malgré l'espoir suscité par l'arrivée des vaccins, qui reste modéré par l'absence de visibilité sur le rythme (et l'efficacité face aux variants) des campagnes de vaccination.

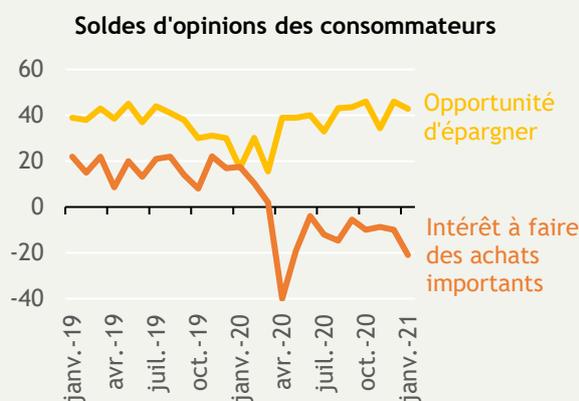
Au mois de janvier, l'activité au Luxembourg demeure très contrastée selon les secteurs. Le commerce et les services non-financiers montrent assez logiquement les indicateurs

les plus marqués par la situation sanitaire, bien que les soldes d'opinions n'aient pas plongé aussi fortement qu'en avril dernier, dénotant probablement une meilleure « adaptation » au contexte qu'au moment de la première vague. Les secteurs de l'industrie et de la construction semblent généralement épargnés par les conséquences du retour de l'épidémie cet hiver, de même que la place financière. Le nombre de faillites reste quant à lui inférieur à son niveau d'avant crise.

Parmi les conséquences observables des mesures prises fin novembre, on note un retour de la hausse du chômage en fin d'année ainsi qu'une hausse des demandes de chômage partiel. Pour le mois de février, 4.243 demandes de chômage partiel ont été accordées (+9% par rapport à janvier), elles concernent plus de 34.000 équivalents temps plein (+6%).

Malgré cela, le marché du travail luxembourgeois affiche une évolution positive sur l'année 2020 avec 7.227 salariés supplémentaires. Dans ce contexte d'un ralentissement significatif (croissance annuelle de l'emploi total de +1,6% contre +3,6% en 2019), le nombre de salariés frontaliers a cru plus vite (56% des créations nettes) que le nombre de salariés résidents (44% des créations).

[Zoom] Les intentions des consommateurs luxembourgeois



Source : BCL

Si l'indice synthétique du « moral des consommateurs » s'est légèrement redressé en janvier, certains éléments de l'enquête mensuelle auprès des ménages continuent d'être marqués par la situation sanitaire. En effet, le solde d'opinions sur « l'intérêt à faire des achats importants » a marqué une nouvelle baisse avec la dégradation de la situation sanitaire de cet hiver, sans atteindre toutefois le niveau du « plongeon » d'avril dernier. L'opportunité d'épargner reste quant à elle plébiscitée par les ménages luxembourgeois et n'a pas faibli depuis le 1^{er} confinement.

Compte tenu du niveau « d'épargne forcée » estimé en 2020 (1,2 milliard), le suivi de ces indicateurs sera déterminant dans l'anticipation du rebond de la consommation sur lequel repose en partie la sortie de crise, particulièrement dans les secteurs ayant le plus souffert de la pandémie (commerce, Horeca, loisirs, etc.).

SOMMAIRE

La Tableau de bord repose sur 22 indicateurs répartis sur 5 piliers : l'activité économique, le marché du travail, la situation sociale, les finances publiques et l'environnement économique européen et grand régional.

Indicateurs		Dernières données disponibles	
1. Activité économique			
1	Production industrielle	Janvier 2021	P3
2	Activité dans la construction	Janvier 2021	P3
3	Activité dans les services non-financiers	Janvier 2021	P3
4	Activité dans le commerce	Janvier 2021	P4
5	Actifs des fonds (OPC)	Décembre 2020	P4
6	Produit bancaire	3 ^{ème} trimestre 2020	P4
7	Faillites	Janvier 2021	P4
8	Chômage partiel	Février 2021	P5
9	Inflation	Décembre 2020	P5
2. Marché du travail			
10	Evolution de l'emploi	Décembre 2020	P5
11	Evolution du chômage	Décembre 2020	P6
12	Postes vacants à l'ADEM	Décembre 2020	P6
3. Indicateurs sociaux - ménages			
13	Chômage de longue durée	Décembre 2020	P6
14	Indice de confiance des consommateurs	Janvier 2021	P7
15	Crédits immobiliers accordés aux ménages	3 ^{ème} trimestre 2020	P7
4. Finances publiques			
16	Rendement des emprunts publics	Décembre 2020	P7
17	Compte financier des administrations publiques	3 ^{ème} trimestre 2020	P8
18	Recettes et dépenses de l'administration centrale	Décembre 2020	P8
5. Environnement européen - Grande Région			
19	Activité dans la zone euro (industrie et services)	Janvier 2021	P8
20	Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France	4 ^{ème} trimestre 2020	P9
21	Chômage dans la zone euro, Allemagne, Belgique et France	Décembre 2020	P9
22	Demandeurs d'emploi dans la Grande Région	Décembre 2020	P9

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

<p>Production industrielle</p> <p>Janvier 2021</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le solde d'opinions sur la tendance récente de la production marque un recul en janvier, mais reste positif. - La part des entreprises jugeant leurs carnets de commande suffisants augmente (66% en janvier contre 45% en décembre). - Les perspectives d'évolution de la production s'améliorent également (32% des entreprises les voient à la hausse, contre 25% en décembre). - L'emploi devrait rester stable pour 84% des entreprises répondantes. - Le degré d'utilisation de la capacité de production se stabilise à 79%. 	<p>Estimation de la tendance récente de production dans l'industrie (solde d'opinions)</p>
<p>Activité dans la construction</p> <p>Janvier 2021</p> <p>Source : Commission européenne</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Au mois de janvier, les estimations d'activité des entreprises du secteur de la construction ont légèrement reculé avec un solde d'opinions proche de 0. 82% des entreprises voient leur niveau d'activité comme stable. - Pour 32% des entreprises répondantes, le manque de main-d'œuvre est un facteur qui limite leur activité. 9% d'entre elles estiment que la demande est insuffisante. - 30% des entreprises projettent une hausse de l'emploi dans les prochains mois et 65% une stabilité. 	<p>Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans la construction (solde d'opinions)</p>
<p>Activité dans les services non-financiers</p> <p>Janvier 2021</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En janvier, les estimations d'activité restent stables. Elles se situent désormais à +0.1 contre -3,5 pour le mois précédent. La vague de restrictions sanitaires débutée fin novembre ne semble pas avoir eu le même effet que le confinement de mars-avril 2020 sur le secteur. - L'indicateur synthétique de confiance dans les services reste en effet en territoire négatif (-2,7), mais à des niveaux moins dramatiques qu'au printemps dernier (-64 en avril 2020). - Les perspectives d'évolution de la demande et de l'emploi pour les 3 prochains mois restent en territoire négatif, mais se redressent significativement. 	<p>Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans les services (solde d'opinions)</p>

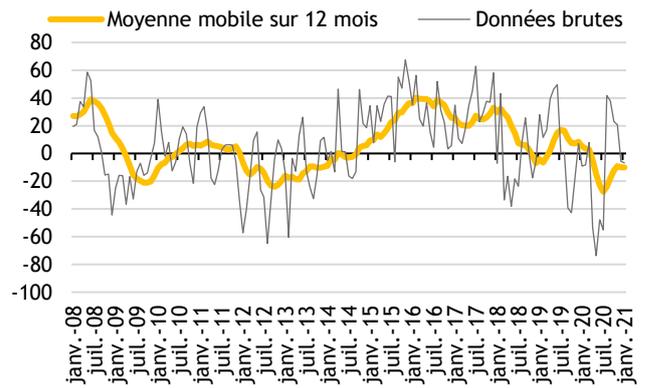
Activité dans le commerce

Janvier 2021

Source : [STATEC](#)

- Le solde d'opinions sur le niveau d'activité dans le commerce reste en territoire négatif (-7), mais il ne plonge pas aux niveaux atteints au printemps 2020 (-60).
- Les perspectives des ventes pour les 3 prochains mois ne sont en revanche pas optimistes (solde d'opinion de -36), de même que les projections du niveau d'emploi (-31).
- L'enquête mensuelle auprès des commerçants montre par ailleurs que les commandes auprès des fournisseurs pour les prochains mois devraient baisser pour une majorité d'entreprises (solde d'opinion de -39 contre -5 en décembre).

Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans le commerce (solde d'opinions)



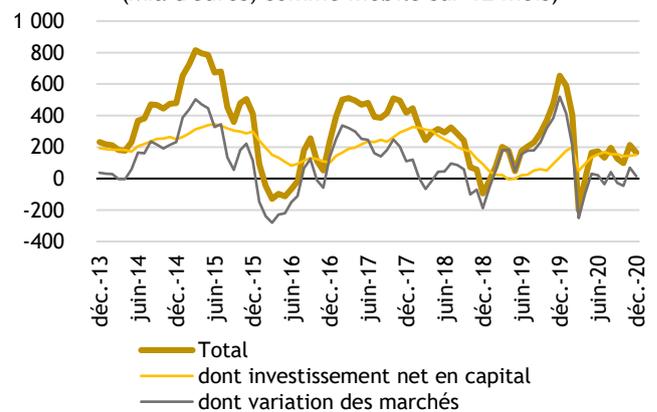
Actifs des fonds (OPC)

Décembre 2020

Source : [CSSF](#)

- A la fin décembre, les actifs nets des 3 611 OPC luxembourgeois étaient valorisés à 4 973 milliards d'euros, en hausse de 1,9% par rapport au mois précédent.
- Les investissements nets ont augmenté de 33 milliards et les évolutions des marchés financiers ont fait baisser leur valeur de 32,9 milliards.
- Sur l'année 2020, la valeur des actifs affiche une hausse de 164 milliards d'euros, soit +5,4% (+15 milliards dus à la variation des marchés et +150 aux investissements nets).

Variation des actifs des OPC (Mia d'euros, somme mobile sur 12 mois)



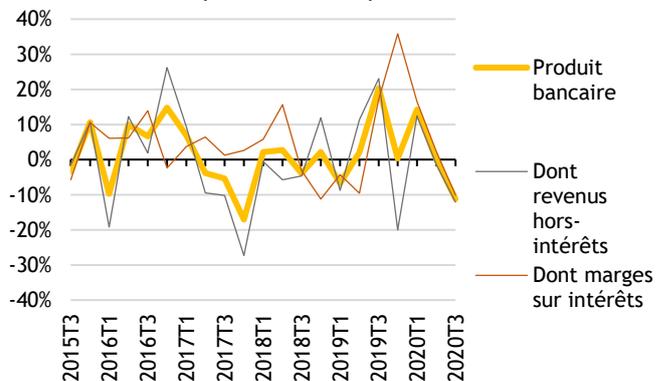
Produit bancaire

3^{ème} trimestre 2020

Source : [CSSF](#)

- Par rapport au 3^{ème} trimestre de 2019, le produit bancaire a reculé de 11%.
- La marge sur intérêts a marqué un recul de 10% et les revenus nets sur commission de 12%.

Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente du produit bancaire



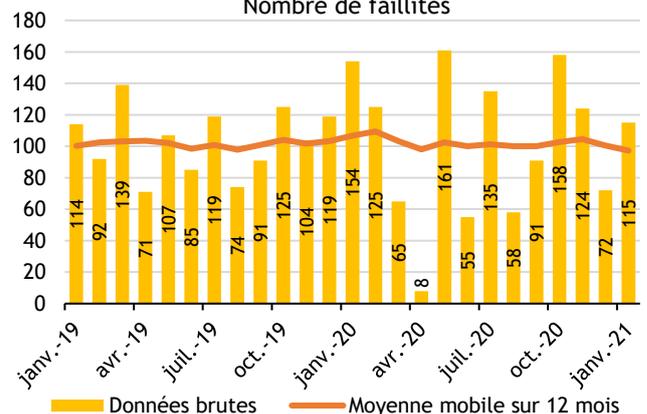
Faillites

Janvier 2021

Sources : Registre du Commerce et des Sociétés, données au 01/02/2021, STATEC.

- L'année 2020 est marquée par une baisse du nombre de faillites, malgré la crise liée au COVID. 1.206 défaillances ont en effet été enregistrées contre 1.239 en 2019.
- Au mois de janvier 2021, le nombre de faillites reste contenu. On en dénombrait 115, contre 154 en janvier 2020, soit une baisse de 25%.

Nombre de faillites



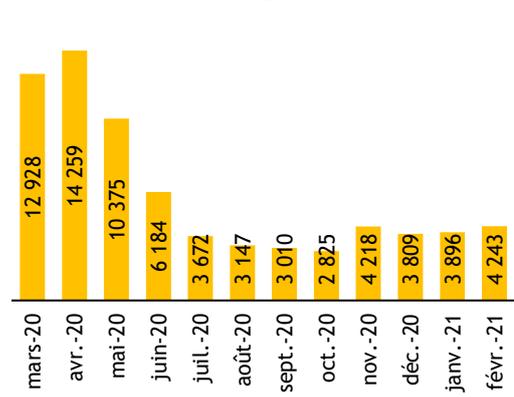
Chômage partiel

Février 2021

Source : [Comité de conjoncture](#)

- 4.243 dossiers de chômage partiel avaient été accordés pour le mois de février au 26 janvier dernier, soit une hausse de 9% par rapport à janvier. Ces données sont encore provisoires.
- Le nombre de salariés concernés augmente également (+6%) : 34.117 équivalents temps pleins sont en effet concernés.
- Il existe un écart entre les demandes accordées et les heures réellement « chômées » pour l'année 2020, où sur les 937 millions d'euros avancés aux entreprises, 356 ont été remboursés.

Demandes de chômage partiel accordées



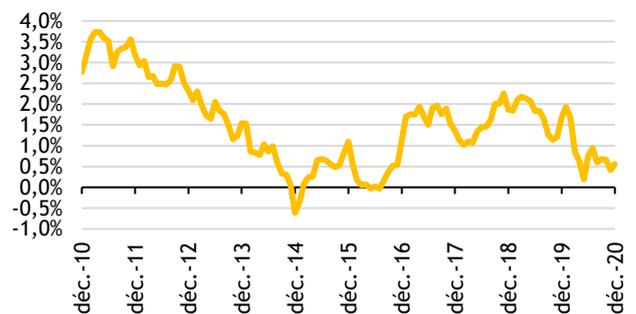
Inflation

Décembre 2020

Source : [STATEC](#)

- Au mois de décembre, l'inflation annuelle augmente légèrement de +0,4% à +0,6%.
- Le prix d'un litre d'essence a augmenté de 1,6% et le prix d'un litre de diesel de 4,3%, par rapport à novembre. Le mazout de chauffage progresse quant à lui de 13,5% sur la même période.
- De manière saisonnière, les prix des billets d'avion ont progressé de 22,4% et les voyages à forfait de 6,1%, par rapport au mois de novembre.

Indice des prix à la consommation national (évolution sur 12 mois)



2. MARCHÉ DU TRAVAIL

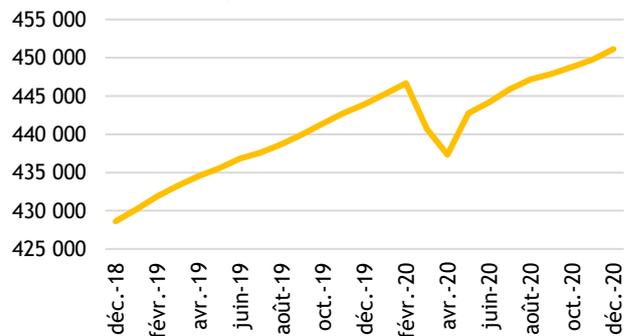
Evolution de l'emploi

Décembre 2020

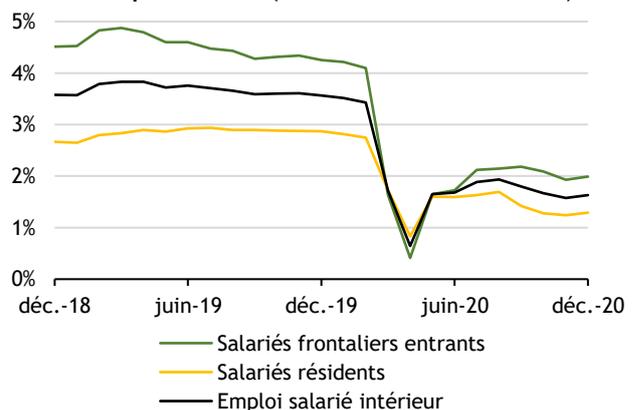
Source : [STATEC](#)

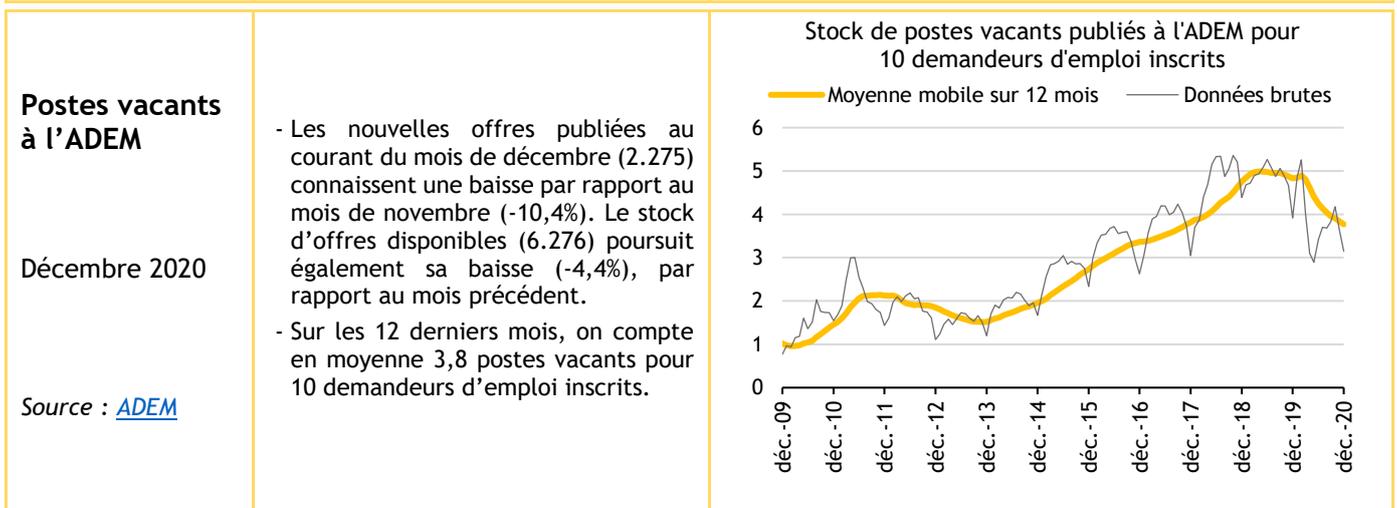
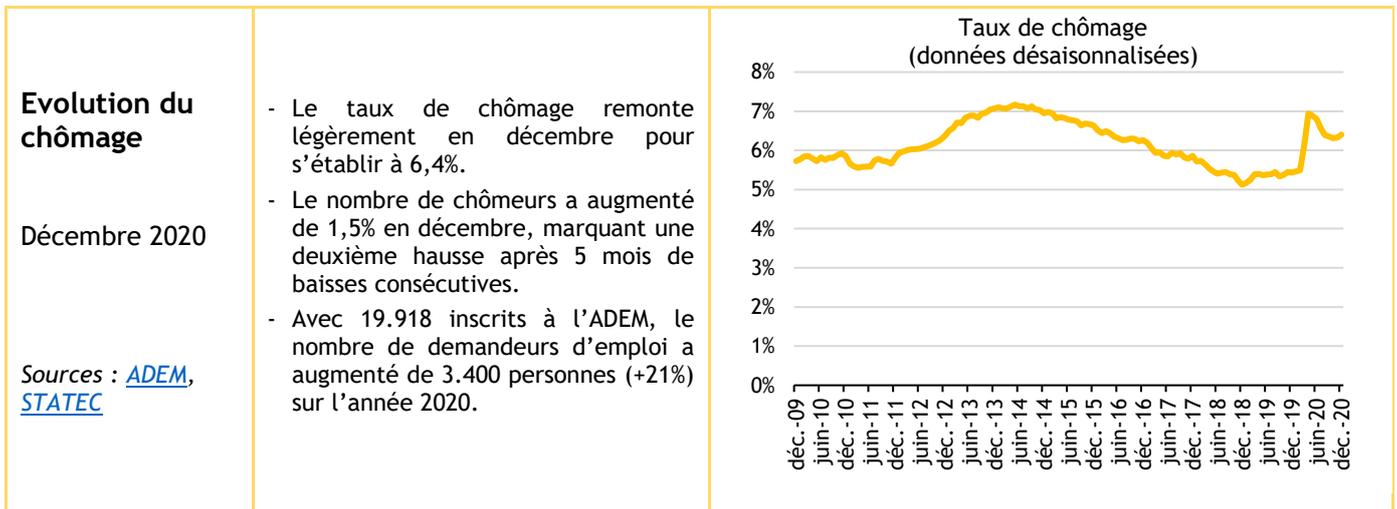
- L'augmentation de l'emploi s'est accélérée avec 1.357 emplois salariés nets été créés au Luxembourg au mois de décembre (+680 frontaliers et +690 résidents), soit une progression mensuelle de 0,3%.
- Sur l'année 2020, malgré la crise du COVID, le Luxembourg aura créé 7.227 emplois salariés (4.058 frontaliers et 3.256 résidents).
- Ces chiffres dénotent un tassement de la hausse par rapport à 2019 (+1,6% contre +3,6%), mais signent tout de même une « performance » en comparaison à la zone euro où l'emploi reculait de 1,6% sur les 3 premiers trimestres de 2020.
- Par ailleurs, malgré ce ralentissement, le nombre de salariés frontaliers a cru plus vite (+2,0%) en 2020 que le nombre de salariés résidents (+1,3%).

Emploi salarié intérieur

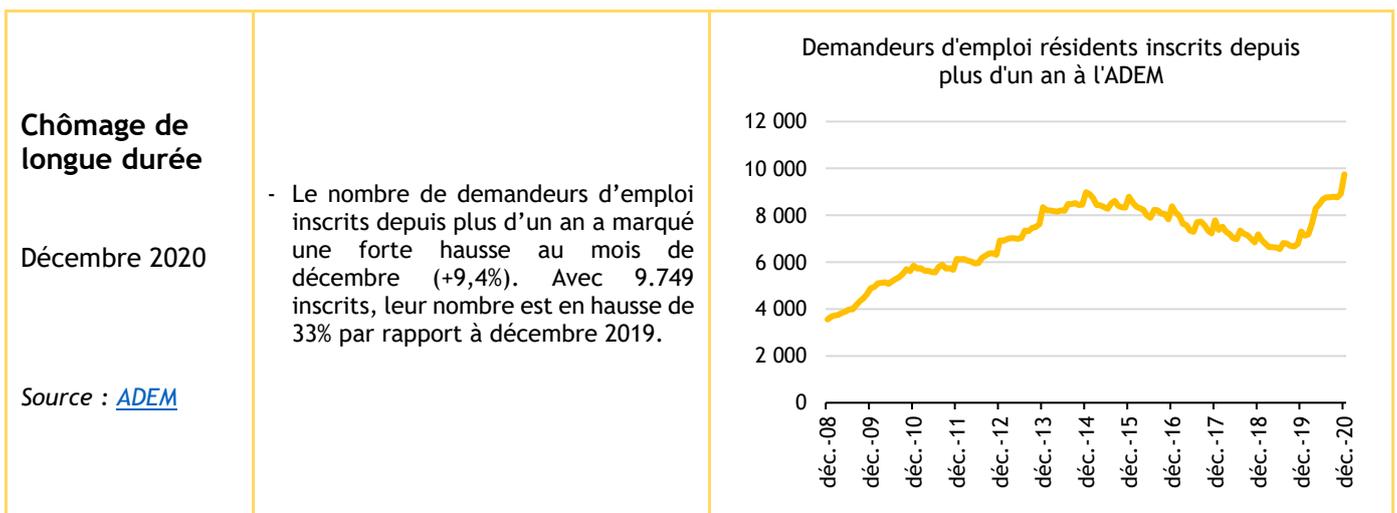


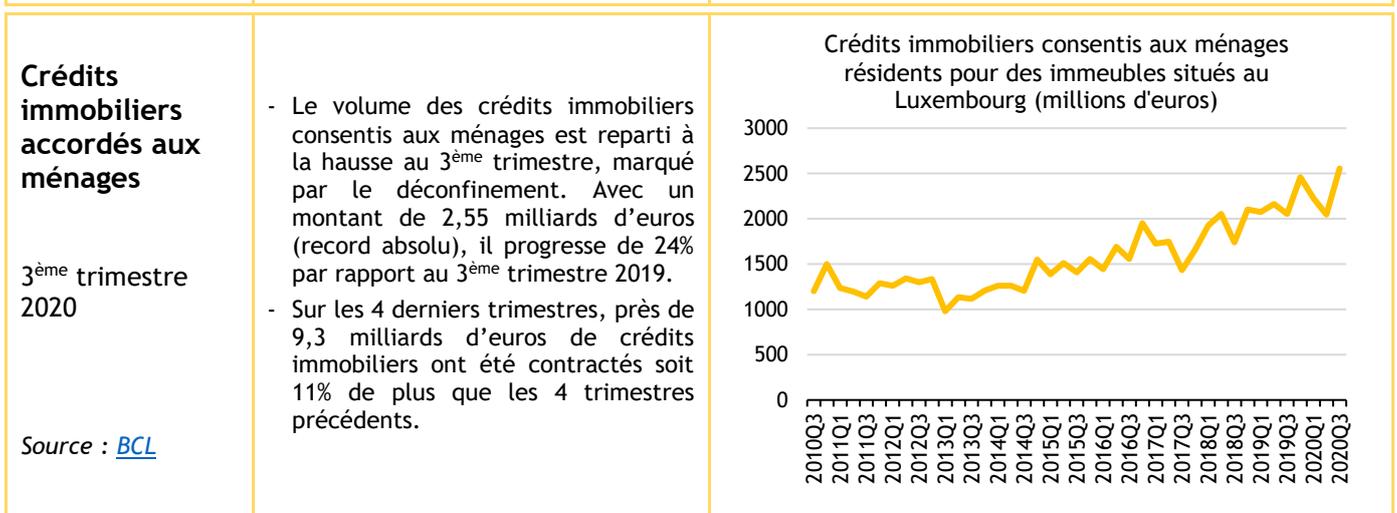
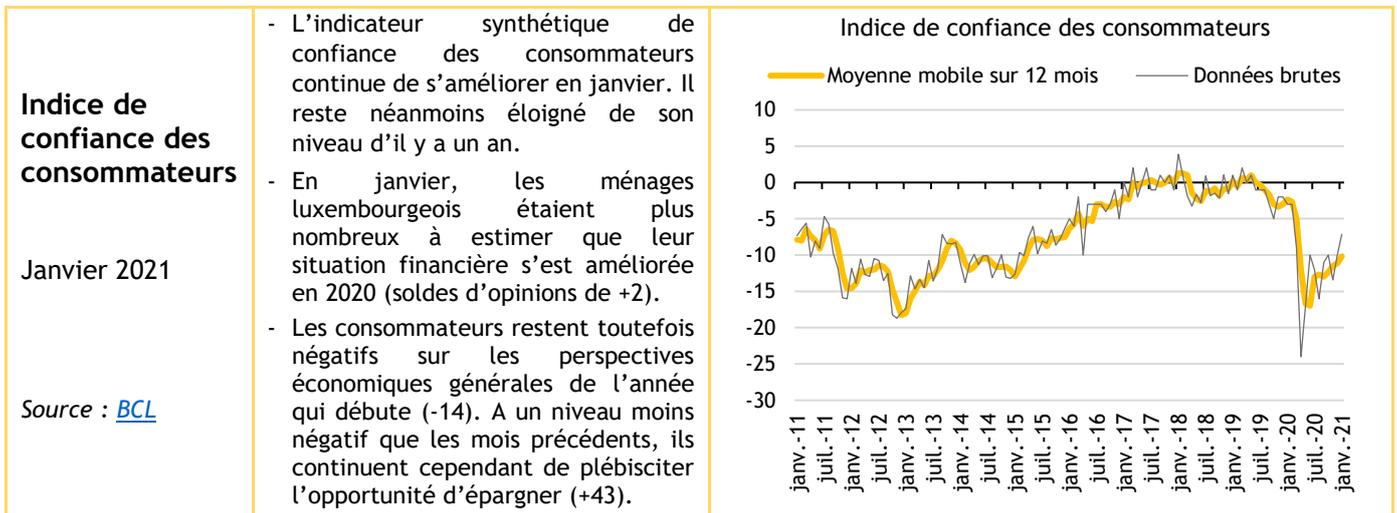
Evolution de l'emploi par rapport à l'année précédente (données désaisonnalisées)



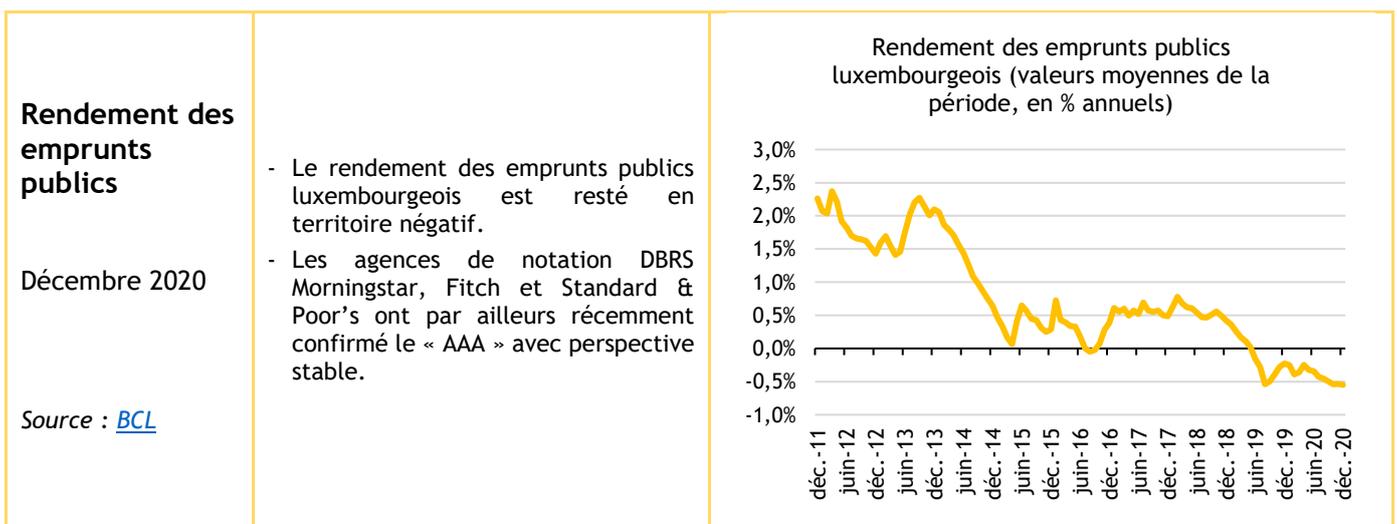


3. INDICATEURS SOCIAUX - MÉNAGES





4. FINANCES PUBLIQUES

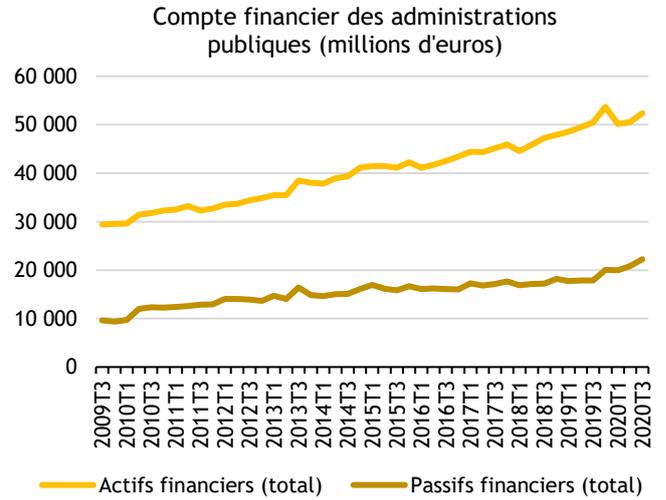


Compte financier des administrations publiques

3^{ème} trimestre 2020

Source : [BCL](#)

- Au 3^{ème} trimestre 2020, le total du passif financier des administrations publiques s'élevait à 22,2 milliards d'euros (+24,6% par rapport au 3^{ème} trimestre 2019) dont 12,9 milliards de titres de créance (+43%) et 4,3 milliards de crédits (+3,1%).
- Le total de l'actif était de 52,4 milliards d'euros (+3,8% sur un an) dont 23,3 milliards est composé d'actions et de parts de fonds (-1,9%). Les actifs financiers nets (actif - passif) s'élevaient à 30,2 milliards d'euros (-7,5% en un an).
- Le gouvernement estime la dette des administrations publiques à 16 milliards d'euros pour l'année 2020 (26,5% du PIB).

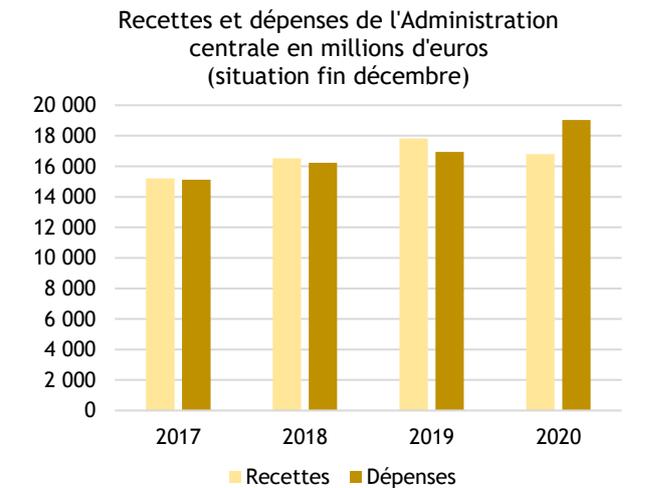


Recettes et dépenses de l'administration centrale

Décembre 2020

Source : [Ministère des Finances](#)

- Sur l'année 2020, les recettes de l'Administration centrale ont baissé de 5,7% alors que les dépenses ont progressé de 12,3% par rapport à 2019. Le déficit cumulé atteint 2,2 milliards d'euros.
- Le STATEC prévoit un déficit de l'ensemble des Administrations publiques de l'ordre de 5% du PIB en 2020.



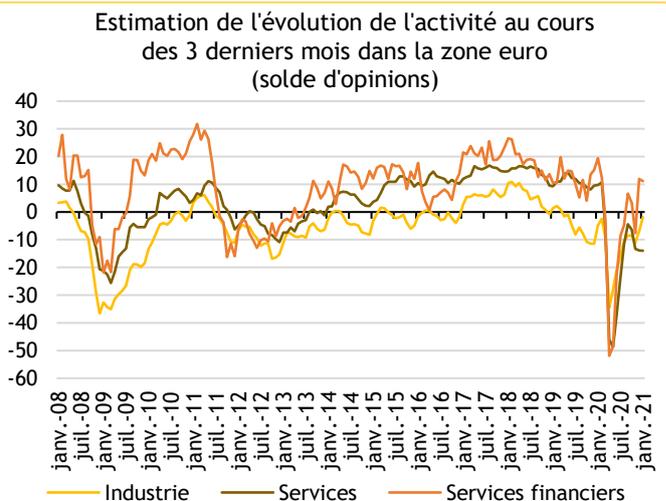
5. ENVIRONNEMENT EUROPÉEN - GRANDE REGION

Activité dans la zone euro (industrie, services et services financiers)

Janvier 2021

Source : [Commission européenne](#)

- Alors que les estimations d'activité pour l'industrie ont continué leur progression, les soldes d'opinions pour les services et les services financiers ont marqué le pas depuis la fin de l'année 2020. Les estimations pour les services financiers restent en territoire négatif.



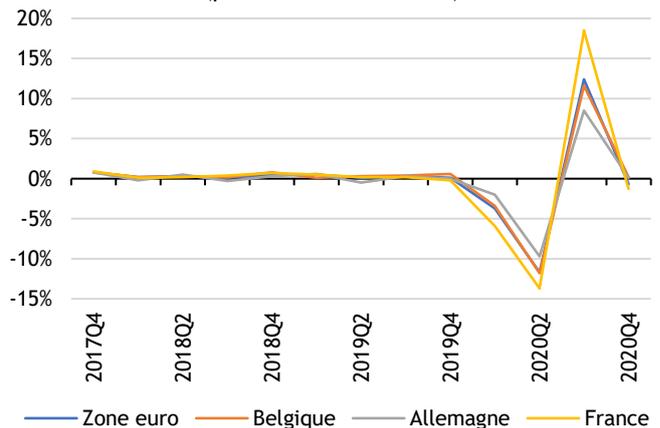
Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France

4^{ème} trimestre 2020

Sources : [Eurostat](#)

- Au 4^{ème} trimestre et après le fort rebond enregistré au 3^{ème} trimestre, l'évolution du PIB de la zone euro est repartie en territoire négatif (-0,7% par rapport au trimestre précédent). Par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, le PIB recule de 5,1%.
- D'après les premières estimations disponibles, le PIB de la Zone euro aurait donc reculé de 6,8% (la Commission projetait un recul de 7,8%).
- En 2020, la récession aurait atteint -5,3% en Allemagne, -6,3% en Belgique et -8,3% en France.

Taux d'évolution trimestriel du PIB (premières estimations)



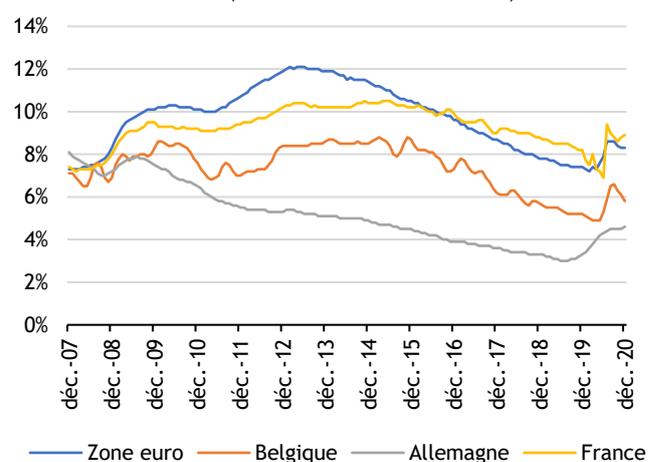
Chômage dans la zone euro, en Allemagne, Belgique et France

Décembre 2020

Source : [Eurostat](#)

- Le taux de chômage dans la zone euro s'est stabilisé en décembre et atteint 8,3%. Il a augmenté de 0,9 point en 2020.
- Au mois de décembre, l'Allemagne, la Belgique et la France avaient des taux de chômage de 4,6%, 5,8% et 8,9%.

Taux de chômage (données désaisonnalisées)



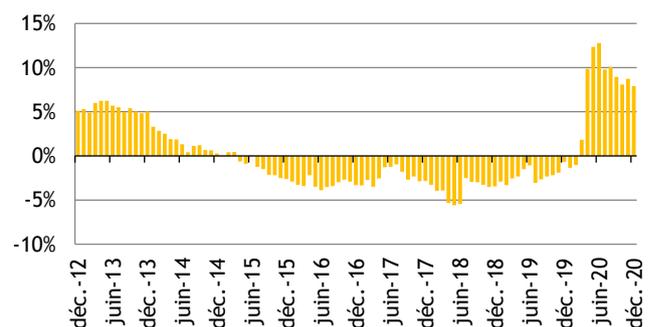
Demandeurs d'emploi dans la Grande Région

Décembre 2020

Sources : [ONEM](#), [Pôle Emploi](#), [Arbeitsagentur](#), [STATEC](#).

- En décembre, 573.879 demandeurs d'emploi étaient inscrits dans les différentes administrations de l'emploi de la Grande Région, soit une hausse de 7,9% par rapport à sur l'année 2020.
- Le précédent « record » en nombre de chômeurs (625.700 en janvier 2014) n'est pas atteint.
- Toutes les régions sont concernées par l'augmentation annuelle du chômage mais c'est en Rhénanie-Palatinat qu'elle est la plus importante (+20,2%). Elle est également sensible au Luxembourg (+20,5%) et en Sarre (+14,7%).
- Elle reste plus mesurée en Lorraine (+5%) et en Wallonie (+2,6%), où les taux de chômage étaient cependant plus élevés avant la crise sanitaire.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi disponibles dans la Grande Région par rapport à l'année précédente (%)



	déc.-19	déc.-20	évolution annuelle	
Wallonie	204 248	209 466	5 218	2,6%
Sarre	32 996	37 860	4 864	14,7%
Rhénanie Palatinat	96 403	115 845	19 442	20,2%
Lorraine	181 680	190 790	9 110	5,0%
Luxembourg	16 532	19 918	3 386	20,5%
Grande Région	531 859	573 879	42 020	7,9%